

Maitrise d'Ouvrage

## **Centre Hospitalier de Gonesse**

2 Boulevard du 19 mars 1962  
95 500 - Gonesse



---

Concerne :

## **Institut de Formation en Soins Infirmiers (IFSI) de Gonesse**

52-58 rue Albert Drouhot  
95 500 – Gonesse

---

## **CCTP**

(Cahier des Clauses Techniques Particulières)

# **LOT N° 12**

## **SYSTEME DE SECURITE INCENDIE (SSI)**

Maitrise d'œuvre d'exécution :

**SELECTE**  
39 Boulevard Pierre Raunet  
94 370 -Sucy-en-Brie



---

**Sommaire**

<b>1. Généralités .....</b>	<b>3</b>
<b>1.1. Objet de la consultation .....</b>	<b>3</b>
<b>1.2. Spécifications techniques générales .....</b>	<b>3</b>
1.2.1. Réglementations .....	3
1.2.2. Spécifications d'ordre général .....	3
1.2.3. Dispositions de sécurité contre l'incendie .....	4
1.2.4. Vérification des quantités du DPGF .....	4
1.2.5. Coordination avec les autres corps d'état .....	4
1.2.6. Connaissance des lieux .....	5
1.2.7. Phasages travaux et planning .....	5
1.2.8. Déblais .....	5
1.2.9. Nettoyage .....	5
1.2.10. Respect des règles d'hygiène et sécurité .....	5
1.2.11. Documents de référence .....	5
1.2.12. Documents à fournir .....	6
1.2.13. Responsabilité de l'entrepreneur .....	6
1.2.14. Généralité spécifique au présent lot .....	7

# **1. Généralités**

## **1.1. Objet de la consultation**

Le présent document a pour objet de définir les prestations incombant au lot SSI nécessaire à la rénovation de l'Institut de Formation en Soins Infirmiers (IFSI) de Gonesse, pour le compte du Centre Hospitalier de Gonesse, et permettre aux entreprises consultées d'établir les propositions, sans restriction ni réserve.

L'offre devra obligatoirement correspondre au projet de base, en respectant les prestations définies dans le cadre du bordereau quantitatif estimatif joint.

L'entrepreneur pourra s'il le juge nécessaire, compléter ce document par des articles quantifiés et valorisés qui ne seraient pas portés sur le bordereau.

Toute réserve sur la conception du projet devant être formulée au moment de la consultation. Après désignation de l'entreprise, les réserves émises ne pourront en aucun cas, dégager la responsabilité de l'entreprise.

Les indications données au présent chapitre ne pourront, en aucun cas, être considérées comme exhaustives. Il appartiendra à l'entrepreneur de vérifier, voire de corriger les quantités, s'il s'apercevait d'une erreur à l'issue de son étude et de ses enquêtes sur place, il va de soi qu'aucun supplément ne sera accordé à l'entreprise sur les quantités qui pourraient être réclamées en dehors de celles figurant sur son devis.

Les articles doivent être "éclatés" et complétés, par une description précise des ouvrages à réaliser.

Il est rappelé que le prix traité sera forfaitaire. L'entrepreneur devra donc prévoir tous travaux de sa spécialité nécessaires à un achèvement complet et parfait à la réalisation de l'œuvre.

## **1.2. Spécifications techniques générales**

### **1.2.1. Réglementations**

L'ensemble des travaux est soumis aux documents techniques suivants et notamment, le présent document a pour objet de définir les prestations incombant au lot charpente, et de permettre aux entreprises consultées d'établir les propositions, sans restriction ni réserve.

Les études de conception et les travaux d'exécution des ouvrages du présent lot sont à réaliser selon les règles de l'art et les textes en vigueur au jour de la soumission et notamment le recueil des DTU dans les numéros :

- DTU.
- Règles CB 71 et NV 65.
- Règlement en vigueur concernant la protection et la sécurité contre l'incendie des ERP.
- Normes françaises AFNOR.
- Prescriptions des fabricants.
- Les règles du REEF.
- Les agréments du CSTB.
- Le décret 65/48 du 8.1.65 portant règlement d'administration publique concernant la sécurité des travailleurs et notamment dans le bâtiment et les travaux publics.

### **1.2.2. Spécifications d'ordre général**

Le fait d'avoir soumissionné suppose que l'entrepreneur a obtenu tous les renseignements nécessaires à la parfaite réalisation de ses travaux, qu'il a visité les lieux, et qu'il s'engage à exécuter ceux-ci dans les règles de l'art, quand bien même il lui semblerait qu'ils ne sont pas parfaitement prévus et définis dans les conditions d'appels d'offres et ce, sans jamais pouvoir prétendre à aucun supplément sur les prix convenus.

L'entrepreneur devra vérifier soigneusement toutes les cotes portées au dessin et s'assurer de leur concordance tant entre les divers plans qu'avec les bâtiments existants.

Le fait de commencer les travaux de sa compétence, suppose qu'il accepte les lieux tels qu'ils sont. Il devra, pour éviter tout conflit avec les autres entrepreneurs, réceptionner les ouvrages sur lesquels il aura à travailler. S'il avait des réserves à formuler, il devrait en demander l'inscription au PV à l'architecte ou au

contrôleur des travaux, avant tout commencement d'exécution de sa part. Passé ce délai, la réclamation serait jugée irrecevable.

Suivant les règles énoncées dans le CPS, le CCAP ou le CCTP, l'entrepreneur est responsable de tous les dégâts qui pourraient survenir aux ouvrages de son fait, de celui de son personnel, des intempéries : gel, déshydratation, etc....

Pour pallier à ces inconvénients, il lui appartiendra de prendre toutes les précautions utiles :

- Protections diverses, bâchages, etc.
- Protections contre le vol.

Qui sont implicitement contenues dans sa proposition.

Il assurera directement ou par l'entremise d'un responsable compétent, une surveillance de son chantier.

### **1.2.3. Dispositions de sécurité contre l'incendie**

L'entreprise prendra toutes les dispositions pour assurer un degré coupe-feu des murs, planchers, conduits et tous autres ouvrages, suivant indications portées aux plans et devis descriptif, étant entendu qu'elle devra vérifier que celles-ci sont bien conformes aux normes et règlements en vigueur, en particulier à l'Arrêté du 31 janvier 1986 relatif à la protection contre l'incendie des ERP.

Les degrés de résistance au feu respecteront les termes de la notice de sécurité du dossier de demande de permis de construire et la réglementation en vigueur.

### **1.2.4. Vérification des quantités du DPGF**

Le quantitatif joint au présent dossier n'a qu'une valeur indicative et non contractuelle. Il appartiendra au soumissionnaire, en se fondant sur le CCTP, les documents graphiques et les renseignements recueillis, de vérifier ce quantitatif suivant ses propres méthodes de calculs et d'appréciation. Toutefois afin de faciliter l'examen des offres, la décomposition devra être présentée et articulée suivant le cadre remis sous peine de non-conformité. L'entrepreneur candidat devra signaler toutes anomalies, qu'il aurait décelées, conformément aux pièces administratives.

Les prix unitaires incluent obligatoirement :

- La note de calcul.
- Les plans d'exécution et DOE
- Toutes les sujétions pour les ouvrages complets parfaitement exécutés.
- Tous les échafaudages, protections, bâchages nécessaires pendant les travaux.
- La fourniture, le transport, les stockages, la mise en œuvre, le réglage, les découpes, tous les matériaux, matériels et éléments constitutifs d'ouvrage et accessoires nécessaires à l'exécution des travaux conformément aux dispositions du CCTP. La réfection ou la réparation des ouvrages défectueux ou constatés soit en cours d'exécution, soit à la réception avec toutes les conséquences qui en découlent.

### **1.2.5. Coordination avec les autres corps d'état**

L'entreprise devra prendre connaissance de l'ensemble du projet en vue de se renseigner sur la répercussion des autres corps d'état sur le sien, et de tenir compte des sujétions éventuelles qui pourraient le concerner.

Les réservations dans les plafonds font partie des prestations, les percements nécessaires pendant sa présence sur le chantier, pourront être demandés par les autres corps d'état en temps opportun. Si ces percements s'avéraient aux yeux de l'entrepreneur, importants et susceptibles d'entraîner une incidence sur la stabilité de l'ouvrage, une validation sera demandée au maître d'œuvre. Font également partie de ses prestations, les renforts pour l'apose d'éléments lourds.

---

### **1.2.6. Connaissance des lieux**

L'entreprise est censée s'être engagée dans son marché en toute connaissance de cause.

En particulier, lui sont parfaitement connus le lieu et ses sujétions propres, les contraintes relatives aux constructions voisines, les modalités d'accès par la voirie, les possibilités et les difficultés de circulation et de stationnement, les sujétions des règlements administratifs en vigueur se rapportant à la sécurité sur le domaine public.

### **1.2.7. Phasages travaux et planning**

L'entrepreneur tiendra compte dans sa proposition du phasage éventuel des travaux et du temps imparti pour l'exécution de ses travaux en respectant les autres corps d'état.

### **1.2.8. Déblais**

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, l'entrepreneur du présent lot devra effectuer l'enlèvement des déblais et gravats lui incombant.

### **1.2.9. Nettoyage**

Il sera exigé un chantier constamment propre, débarrassé de tous les gravats provenant de l'exécution des travaux. Chaque entreprise devra procéder à son nettoyage journalier et sur simple demande du Maître d'ouvrage.

En cas de non-réponse à cette demande, le nettoyage sera réalisé par une entreprise désignée par le maître d'ouvrage et restera à la charge de l'entreprise concernée.

### **1.2.10. Respect des règles d'hygiène et sécurité**

Sous les directives du coordinateur SPS le chef d'entreprise et son responsable de chantier devront assurer à leurs personnels toutes les mesures d'hygiène et de sécurité pour l'exécution des travaux :

- Fournir le PPSPS
- Réaliser l'inspection commune AVANT LE COMMENCEMENT DES TRAVAUX
- Eclairage correct des zones de travaux et de cheminement.
- Protection pour travail en hauteur.
- Tous moyens mécaniques de levage et manutention.
- Aération des locaux
- Règles d'hygiène et de distanciation liée au mesure sanitaire suite à l'épidémie de COVID 19

### **1.2.11. Documents de référence**

Le présent CCTP se réfère :

- Au C.C.A.P.
- Au descriptif tous corps d'état.
- Aux plans.
- Aux notes techniques du bureau de contrôle.
- Au planning général des travaux.

### 1.2.12. Documents à fournir

#### Avant travaux :

- Dossier technique illustrant les caractéristiques des matériaux et matériels utilisés
  - Certificat de provenance des matériaux et composants
  - Procès-verbaux
  - Plans techniques
  - Plan de calepinage
  - Etc.
- Liste non exhaustive.

#### En fin de chantier avant réception des ouvrages :

- Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE)
- Plans de recollement conformes à l'exécution
- Les notices d'utilisation et d'entretien
- Etc.

Liste non exhaustive.

**Une attestation d'assurance valable pour la période correspondante à la date de remise des offres devra être fournie et jointe à l'offre, toute offre qui ne sera pas accompagnée de l'attestation d'assurance sera considérée comme nulle.**

### 1.2.13. Responsabilité de l'entrepreneur

L'Entrepreneur reste toujours responsable des matériaux qu'il met en œuvre. Il lui incombe de choisir les matériaux et produits les mieux adaptés aux différents critères imposés par les impératifs de l'opération et notamment :

- La nature et le type des matériaux et produits répondant aux impératifs d'utilisation.
- Le type de pose,
- Les conditions particulières de l'opération,
- La compatibilité des matériaux entre eux.

Pour les matériaux et produits proposés par le Maître d'Œuvre ou le Maître d'Ouvrage, l'Entrepreneur sera contractuellement tenu de s'assurer qu'ils répondent aux différents critères demandés. Dans le cas contraire il fera, par écrit, les observations qu'il juge utiles au Maître d'Œuvre qui prendra alors, toutes décisions à ce sujet.

Aucune réclamation après notification des marchés ne saurait remettre en cause les prix arrêtés lorsque les entrepreneurs ayant suppléés, de par leurs connaissances techniques aux erreurs ou inexactitudes des C.C.T.P.

Dans le même esprit, les divergences d'interprétation que pourraient soulever éventuellement certaines dispositions du présent C.C.T.P. (ou du bordereau des prix unitaires) seront réglées par référence aux Règles de l'Art, aux dispositions des documents techniques de référence et conformément aux décisions du Maître d'œuvre.

De toute manière, le fait pour un entrepreneur d'exécuter sans en rien changer les prescriptions des documents techniques remis par le Maître d'Œuvre ne pourra atténuer en quoi que ce soit sa pleine et entière responsabilité de constructeur, s'il n'a pas présenté ses réserves par écrit au moment de la remise de son offre.

---

### **1.2.14. Généralité spécifique au présent lot**

#### **Textes applicables au projet**

##### Réglementaires

- Code de la Construction et de l'habitation Articles R 123.1 à R 123.55,
- Arrêté du 25 juin 1980 modifié sur les dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public,
- Arrêté du 04 juin 1982 portant approbation de dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public du type R,
- Arrêté du 04 juin 1982 modifié portant approbation des dispositions complétant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public de type X,
- Instruction Technique 246.

##### Normatifs

En complément des textes réglementaires et normatifs, le SSI de l'établissement doit satisfaire aux exigences des documents suivants :

- Observations du contrôleur technique de l'opération,
- Code du travail.

Les textes applicables sont ceux publiés au Journal Officiel à la date d'établissement du présent cahier des charges, leur application effective étant, en général, 3 mois après la date de publication

#### **Avertissements Importants**

L'entreprise adjudicataire du présent lot tiendra compte du fait que les plans joints au dossier ne sont que des plans directeurs. L'emplacement exact et la disposition de toutes les parties, seront arrêtés au cours des travaux, des études d'exécution et de la synthèse. Pour cela, elle établira les notes de calculs de dimensionnement, les plans d'exécution des ouvrages, la sélection précise de tous les matériels et les soumettra aux Maîtres d'ouvrage et d'œuvre pour accord avant exécution. L'entrepreneur devra prendre en compte, dans son offre, les contraintes suivantes (liste non exhaustive) :

- Toutes les livraisons de matériel devront être réalisées en accord avec les autorités compétentes locales (maître d'œuvre),
- Aucun matériel ne sera stocké en dehors des limites du chantier,
- Les travaux seront exécutés dans le cadre du planning de l'opération.

L'étendue du projet indiqué ci-avant donne la conception générale et la composition, sans indiquer les limites, du marché qui comprendra la fourniture des systèmes, en état de fonctionnement, comprenant tous les accessoires et travaux annexes.

Il reste donc entendu que tout équipement ou canalisation, qui tombera au même emplacement que d'autres installations, ou buttera sur des obstacles, devra être déplacé en plan ou en niveau afin d'éviter ces chevauchements. Toutes les adaptations nécessaires devront être exécutées sans plus-value pour le Maître d'ouvrage. De plus, le maître d'œuvre se réserve le droit de modifier les emplacements de ces éléments, dans les limites raisonnables compte tenu des exigences de la construction, sans que cela occasionne des plus-values.

Si les exigences de la construction entraînent une nouvelle disposition d'une ou plusieurs parties de l'installation, l'entrepreneur devra, préalablement à toute exécution, établir et soumettre des plans complets montrant tous les détails de la nouvelle disposition et obtenir une approbation écrite pour celle-ci.

---

## **Synthèse Avant Travaux**

L'entreprise prendra connaissance des existants (type de faux-plafond, passage libre, etc.) et des travaux des autres lots dans le cadre de son marché. Elle tiendra compte, dans son offre, des passages sous structures et incorporations dans les structures, des fondations ou autres et de toutes les spécificités du projet pour l'Etablissement de ses plans d'exécution. Aucune réclamation de cette nature ne sera admise après passation du marché.

## **Avant le Commencement des Travaux**

L'entreprise remettra les exemplaires, à l'approbation de la maîtrise d'œuvre (maitrise d'ouvrage), des documents suivants, conformément au planning d'exécution :

- Plans d'exécution,
- Fiches techniques précisant les caractéristiques exactes du matériel, les divers agréments (CSTB, NFS ...),
- Tous les certificats d'homologation de tous les matériels mis en œuvre,
- Planning d'études, de commandes, d'approvisionnements,
- Plans détaillés de l'installation,
- Notes de calculs détaillées.
- Mise en sécurité du réseau et dépose des éléments non conservés (de concert avec le lot démolition)

Durant cette phase, l'entreprise présentera les échantillons des matériels.

D'une façon générale, tous les plans et schémas devront être remis à l'approbation du Maître d'œuvre, du BET et du bureau de contrôle et ce, préalablement à toute exécution.

## **A la Réception des Travaux**

Dossier des Ouvrages Exécuté

### **Règle d'installation :**

L'entreprise désignée devra réaliser l'installation conformément aux normes d'installations des SDI & SMSI en vigueur.

Elle s'attachera, en particulier, à respecter les points suivants :

#### **Alimentation des équipements du matériel central**

L'alimentation du matériel central sera réalisée au moyen d'une dérivation issue directement du tableau principal de l'établissement.

Cette dérivation sera sélectivement protégée, correctement étiquetée, réservée à l'usage exclusif du SSI, réalisée en câble de la catégorie C2.

Elle pourra être commune pour l'ensemble des équipements constituant le matériel central [ECS, CMSI, AES(S)].

#### **SDI / Système de Détection Incendie**

- Câblages et parcours des liaisons électriques :

La réalisation de l'installation devra prendre en compte les exigences de la norme NF S 61-970 concernant, entre autres :

- La mise en œuvre,
- Raccords et terminaisons,
- Protection contre l'incendie et dommages mécaniques.
- Les plans d'exécution & synoptique de principe du SDI fournis par l'entreprise exécutante, s'attacheront à démontrer le respect de ces exigences (implantations des matériels, nature des câbles & leurs cheminements, repères, raccords et terminaisons, protections).



Le projet prévoira le remplacement des 1er et derniers tronçons des bus de détection en câblages de caractéristique CR1-C1.

- Détecteurs automatiques d'incendie

L'installateur devra respecter les règles d'implantation et d'espacement permettant de réaliser une surveillance adaptée et prendra en compte les principaux facteurs de limitation de surface couverte par les détecteurs.

- Accessibilité

La position géographique des différents matériels installés doit permettre une maintenance aisée, notamment par leur accessibilité.

- Repérage

Les détecteurs d'incendie et déclencheurs manuels devront être repérés par un étiquetage indiquant :

- Le n° de ligne,
- Le n° de zone de détection,
- Le n° du point dans le cas des matériels adressables.

#### SMSI / Système de Mise en Sécurité Incendie

Câblages et parcours des liaisons électriques :

La réalisation de l'installation devra prendre en compte les exigences de la norme NF S 61-932 concernant, entre autres :

- Types de câbles employés et des sections,
- Perturbations électromagnétiques éventuelles,
- Surveillance des lignes,
- Dispositifs de dérivation,
- Liaisons galvaniques entre lignes.

Règles applicables aux CMSI :

La réalisation de l'installation devra prendre en compte les exigences de la norme NF S 61-932 concernant, entre autres :

- Emplacement du CMSI et stabilité,
- Les AES,
- Liaisons entre plusieurs CMSI,
- Surveillance de la liaison à l'ECS,
- Voies de transmission,
- Modules déportés,
- Cheminements, VTP(S), CTP(S).

Les plans d'exécution & synoptique de principe du SMSI fournis par l'entreprise exécutante, s'attacheront à démontrer le respect de ces exigences (nature des câbles, cheminements, repères, raccords et terminaisons, protections).

Accessibilité :

La position géographique des différents matériels installés doit permettre une maintenance aisée, notamment par leur accessibilité.

Repérage :

Les éléments déportés et/ou terminaux du SMSI visibles et non visibles devront être repérés et identifiés au droit de leur emplacement par leur n° d'élément programmé sur le CMSI.

Les éléments raccordés au SMSI (DAS) visibles et non visibles devront être repérés et identifiés par leur n° de DAS programmé sur le CMSI.

### **Procédure de réception**

Essais préalables à la réception technique :

L'entreprise devra faire ses essais de fonctionnement des matériels installés.

Des fiches d'autocontrôles seront rédigées, faisant apparaître les types d'essais réalisés, points par points, SDI & SMSI, et les résultats obtenus.

Matériels et personnels nécessaires aux essais :

L'entreprise fournira les matériels et personnels compétents afin de réaliser les essais pilotés par le coordinateur SSI. Entre autres :

- Emetteurs/récepteurs,
- Bombes aérosol,
- Foyers types de site (FTS),
- Clefs de réarmement des différents matériels.

Les foyers types de site seront réalisés conformément à la norme NF S 61-970 annexe A. Le foyer type de référence sera laissé au libre choix de l'entreprise, en fonction des types de détecteurs à tester.

Fourniture et pose d'extincteurs CO2 et H2O selon les zones impactés par les travaux, nécessité et normes en vigueur.

### **Désenfumage**

Maintenance et révision du système de désenfumage existant et extension du système via l'exutoire en toiture.

Compris :

- Les édicules en toiture existants sont à adapter et sont à la charge du présent lot.
- Commande de déclenchement du désenfumage
- Toutes sujétions

Selon plan SSI et normes en vigueur.

L'entreprise devra chiffrer la mise en conformité total du bâtiment.

### **Extincteur**

Le présent lot aura à sa charge la fourniture et pose d'extincteurs portatifs pour permettre aux résidents d'intervenir sur un début d'incendie. Quantitatif, répartition et nature des extincteurs à réaliser par l'entreprise conformément à la réglementation et à soumettre pour validation au Maître d'œuvre et au bureau de contrôle.

### **Plan d'évacuation**

Le présent lot aura à sa charge la fourniture et pose de plans d'évacuation schématiques sous forme de pancartes inaltérables. Doivent y figurer, outre les dégagements, les espaces d'attente sécurisés et les cloisonnements principaux, les divers locaux techniques et autres locaux à risques particuliers, les dispositifs et commandes de sécurité, les organes de coupure des fluides, les organes de coupure des sources d'énergie et les moyens d'extinction fixes et d'alarme. Quantitatif et répartition à prévoir par l'entreprise conformément à la réglementation et à soumettre pour validation au Maître d'œuvre et au bureau de contrôle.